

CAHIER DE PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL A LA CONCURRENCE POUR CONVENTION n°02/2023/CHUTTA

**L'assurance du personnel du centre hospitalo-universitaire
Mohammed VI-Tanger contre les maladies professionnels et
accidents de travail.**

*Passé En application de l'article 4 paragraphe 7 et l'annexe n°1 du règlement relatif aux s du
Centre hospitalier universitaire TTA*

CHAPITRE II CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 - OBJET DU LA CONVENTION

La présente convention a pour objet : L'assurance du personnel du centre hospitalo-universitaire Mohammed VI- Tanger contre les maladies professionnels et accidents de travail Elle est passée selon l'annexe n°1 du règlement relatif aux marché du Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI- Tanger.

Les bénéficiaires de cette convention sont :

- personnel statutaire du CHU Mohammed VI- Tanger.
- Personnel détaché auprès de CHU Mohammed VI- Tanger
- Médecins résidents sous contrat avec le CHU Mohammed VI- Tanger
- médecins résidents bénévoles.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION

Le titulaire s'engage à assurer le personnel du Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI- Tanger contre les maladies professionnelles et les accidents du travail conformément aux dispositions générales régissant le domaine et aux conditions particulières du présent cahier des charges.

L'assurance contractée dans le cadre de la présente convention s'étend sans aucune exception, à tout le personnel figurant à la liste jointe en annexe.

Aucune personne ne peut être garantie qu'à la condition d'être nominativement désignée dans ladite liste ou ayant fait l'objet d'une liste complémentaire passée par avenant.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU CONVENTION

Les obligations du titulaire pour l'exécution des prestations, objet de la présente convention, résultent de l'ensemble des documents et pièces qui sont énumérés par ordre de priorité ci-après :

- Le présent cahier des charges ;
- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix détail estimatif.

ARTICLE 4- la durée de la convention

Cette convention est conclue pour une année civile (12 mois), elle est renouvelable par tacite reconduction d'année en année pour une durée de 3 ans.

Toutefois, la non reconduction est prise à l'initiative de l'une des deux Parties moyennant un préavis de Deux (02) mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : DETERMINATION DE LA PRIME

La prime est établie en application du taux figurant au bordereau des prix à la masse salariale brute déclarée.

ARTICLE 6 : DELAI DE REMBOURSEMENT

Le titulaire est tenu de rembourser les prestations à caractère indemnitaire et tout autre frais découlant de la présente convention dans un délai **maximum de 20 jours**.

ARTICLE 7: PENALITES

– En cas de non-respect des clauses relatives notamment aux délais de remboursement tels qu'ils sont proposés dans l'offre du titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage, ou au cas de manquement du titulaire à l'une des clauses du présent contrat, il lui sera appliqué une pénalité, selon les cas, calculée comme suit :

- En cas de retard dans le remboursement : Il lui sera appliqué une pénalité de 500, 00 Dirhams par jour de retard constaté ;
- En cas de manquement à l'une des clauses du présent contrat, autre que celle relative aux délais de remboursement, il lui sera appliqué une pénalité de 1/1000 du montant initial de la convention.

ARTICLE 8- REFERENCES AUX TEXTES

Les prestations devront être réalisées conformément aux textes suivants :

- 1- Le règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés publics du 24 décembre 2020
- 2- Le Dahir n° 1-02-179 du 12 Joumada 1 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi 18-01 relatif à la répartition des accidents de travail ;
- 3- Dahir n° 1.14.190 du 29 décembre 2014 portant promulgation de la loi 18.12 relatif à la réparation des Accident de Travail ; et leurs textes applicatifs.
- 4- Dahir du 26 Joumada I 1362 [31 Mai 1943] étendant aux maladies d'origines professionnelles les dispositions du dahir du 25 hija 1345 [25 juin 1927] concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, [B.O.n° 1598 du 11 juin 1943.
- 5- Dahir N° 1-02-238 du 25 Rajab 1423 (03/10/2002) portant promulgation de la loi 17/99 portant code des assurances ;
- 6- Le Dahir 1-04-05 du 01 Rebia 1 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n° 09/03 complétant la loi 17/99 portant le code des assurances.

Dans tous les cas, le montant global de ces pénalités est plafonné à 8 % du montant global de la convention

- Ce plafond atteint, la convention sera passible de résiliation sans préjudice des autres mesures coercitives qui peuvent être prises à l'encontre du titulaire défaillant.
- Le montant des pénalités est déduit d'office, et sans mise en demeure préalable, des sommes dues au titulaire de la convention.

ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

En raison de la nature de la prestation, le titulaire est dispensé du cautionnement définitif de même aucune retenue de garantie ne sera exigée.

ARTICLE 9 : CONDITIONS ET MODALITES DE PAIEMENT

9.1- Les sommes dues au titre de la convention seront déterminées en application du taux figurant au bordereau des prix à la masse salariale réelle brute arrêtée sur la liste fournie par l'Administration, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions ci-après.

Les paiements se feront en deux tranches comme suit :

- 90% du montant de la convention, est débloquée suite à la présentation de la police d'assurance.
- 10% qui correspond au reste du montant de la convention, est payée à la fin de l'exercice budgétaire au plus tard le 31/12 de l'année en cours.

Le paiement des avenants, le cas échéant, obéirait aux mêmes règles.

9.2- A chaque occasion de paiement, le titulaire remet au Centre hospitalo-universitaire une facture établie en quatre copies décrivant les prestations réalisées, le montant à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant, le cas échéant.

9.3- Après vérification du service fait et liquidation de la facture, le maître d'ouvrage établit le décompte provisoire y afférent et procède avec une promptitude raisonnable aux formalités nécessaires au mandatement de la somme due au titulaire de la convention.

9.4- Le règlement sera fait par mandat administratif. Le mandat émis ne peut être payé qu'après visa du Trésorier Payeur du centre hospitalo-universitaire Mohammed VI- Tanger qui est le comptable assignataire chargé des paiements.

9.5- Le Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI- Tanger se libérera des sommes dues par lui au titulaire de la convention en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du titulaire de la

convention qui figure sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 10– RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de manière anticipée à tout moment par l'une ou l'autre partie sous réserve d'un préavis de 2 mois formulé par l'une ou l'autre des deux parties moyennant une lettre recommandée ou un fax avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – LA DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La date d'effet de la présente convention commence à courir à compter au lendemain de la notification d'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution.

ARTICLE 12- DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits de timbre et d'enregistrement de l'original de la convention sont à la charge du titulaire. Le titulaire s'acquittera de ces droits tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 13- REGLEMENT DES LITIGES

Faute d'un accord à l'amiable ou d'un arbitrage auquel les deux parties ont convenu de faire recours, tout litige entre le Maître d'Ouvrage et le titulaire relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DIVERSES :

Le titulaire est tenu de communiquer systématiquement au centre hospitalo-universitaire Mohammed VI-Tanger, les imprimés de déclaration des accidents de travail, la liste des hôpitaux, laboratoires et centres radiologiques et autres professionnels de santé conventionnés avec le titulaire pour la prise en charge des accidentés, les procédures et affiches explicitant la conduite à tenir en cas d'accidents de travail, les statistiques relatives aux dossiers instruits d'accidents de travail.

Le titulaire est tenu de respecter le choix de l'intermédiaire sélectionné, lors de la Procédure d'appel à la concurrence.

Tout changement éventuel intéressant la qualité ou l'adresse de l'intermédiaire D'assurance, est soumis à l'accord préalable du centre hospitalo-universitaire Mohammed VI- Tanger.

ARTICLE 15– RECEPTION DU SERVICE FAIT

Il sera procédé à la réception du service fait dès que l'assureur fourni au Maître D'ouvrage l'attestation d'assurance, signées par la compagnie, couvrant les garanties citées en objet.

ARTICLE 16- NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Les notifications et communications entre les parties qui se rapportent à l'exécution de la présente convention sont valablement faites aux adresses indiquées ci-dessous.

Elles sont soit adressées par lettre recommandée avec accusé de réception, soit remises directement contre récépissé ou émargement donné par le destinataire.

Les notifications et communications peuvent être faites également par télécopie confirmée.

L'accusé de réception, le reçu ou l'émargement donné par le destinataire fait foi de la notification.

La date de l'accusé de réception ou du récépissé est retenue comme date de notification de la décision ou de remise de la communication.

- Adresses du Maître d'Ouvrage : Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI- Tanger
- Adresse du titulaire :

ARTICLE17- AVENANTS :

Le contrat pourrait être amendé au début de l'année, par avenant écrit, accepté et signé par les deux parties contractantes, et approuvé par les Autorités compétentes conformément à la réglementation en vigueur.

Les avenants peuvent porter sur la révision des conditions du contrat. Ces révisions peuvent porter notamment sur :

- Le changement de certaines clauses du contrat pour les adapter aux textes et à la réglementation en vigueur ;
- L'introduction ou la modification de certaines clauses visant à faciliter la gestion du contrat et à clarifier les conditions de son exécution.

CHAPITRE II CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 18 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire garantie dans la limite de ses activités, le paiement des indemnités, des rentes ou pensions, frais de transport de la victime, frais des dispositifs médicaux, frais d'analyses biologiques et radiologiques, frais médicaux et pharmaceutiques, frais d'hospitalisation, frais funéraires, judiciaires ou autres mis à la charge de l'Administration en application de la législation en vigueur en matière de l'assurance des employés contre les risques et maladies professionnels et accidents de travail.

Les hôpitaux, laboratoires et centres radiologiques et autres professionnels de santé conventionnés avec le titulaire pour la prise en charge des accidentés ne peuvent prêter à être payé par la victime de l'accident de travail tant que cette dernière leur présente le bulletin attestant de l'accident de travail remis par l'assureur et signé par le CHU.

➤ **Type de garantie :**

1) Accident de travail :

La garantie s'étendue pour :

- Les accidents simples entraînant une **Incapacité Temporaire de Travail (ITT)** ;
- Les accidents entraînant une **Incapacité Permanente Partielle (IPP)** ;
- Les accidents entraînant une **Invalidité/Décès** ;
- Les accidents simples entraînant une **Indemnité journalière**.

2) Maladies professionnelles :

La garantie couvre les maladies professionnelles pouvant toucher tout le personnel rémunéré par le CHU Mohammed VI- Tanger dans l'exercice de leurs fonctions.

Elle s'applique aux maladies professionnelles survenues durant la période de validité du contrat.

- **a) Tout accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail a tout salarié :**
- Est considéré comme accident de travail tout accident dont est victime l'employé de CHU Mohammed VI- Tanger par le fait ou à l'occasion du travail même si l'accident résulte d'une force majeure.
- **b) Risques d'accidents de trajet :**
- La garantie est étendue aux risques des accidents de trajet, conformément à la loi N° 18-12 relative à la réparation des accidents de travail (Bulletin Officiel n°6328 du 22 janvier 2015) promulguée par le Dahir N°1-14-1990 du 29 décembre 2014.
- Est considéré comme un accident de trajet, l'accident qui survient sur le parcours de l'agent entre le lieu du travail et sa résidence ; ou bien un lieu où il se rend habituellement pour des motifs d'ordre familial ; ou encore le lieu extérieur de CHU Mohammed VI- Tanger ou il prend habituellement ses repas.
- Toutefois, la garantie demeure, également acquise à la suite d'accident de travail survenant au personnel de CHU Mohammed VI- Tanger, sans distinctions, pendant son transport ou ses déplacements, au cours ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.
- **c) Usage de tous moyens de locomotion**
- Pour les besoins de service, les préposés de l'assuré peuvent faire usage de tous moyens de locomotion, y compris les véhicules à deux roues, aéronefs et hélicoptères, avec ou sans conduite.
- **c) Personnel en mission au Maroc ou à l'étranger**
- La garantie est étendue, dans le monde entier, aux accidents du travail du personnel de l'assuré pendant

ses déplacements dans le cadre des missions professionnelles ou cycles de formation ou de perfectionnement.

- Il est toujours entendu que les indemnités dues en cas de sinistre survenus à l'étranger ne sont réglées qu'au Maroc et en Dirhams.

En cas d'accident d'exposition au sang (AES), le titulaire garantit les examens de laboratoire de la personne victime durant toute la période de suivi de l'AES.

Le titulaire garantit aussi les examens de laboratoire de la personne source de l'AES.

Ne sont pas garantis les accidents :

- Résultants directement de faits de guerre,
- Résultants de mouvements populaires ou commis par des attroupements armés ou nonarmés
- Causés par des engins de guerre
- causés par l'utilisation d'aéronefs autres que ceux des lignes commercialement régulières

L'assurance contractée dans le cadre de la présente convention est valable à l'intérieur qu'à l'extérieur du Maroc.

➤ **Modalités de paiement des indemnités :**

Le règlement des indemnités est effectué par l'assureur soit :

A l'agent lui-même ou à la structure de soins : pour le versement des frais médicaux engagés suite au sinistre survenu.

A l'agent victime de l'accident de travail : en cas d'incapacité partielle permanente (IPP) ou l'invalidité totale.

Aux ayants droits : en cas de décès suite à un accident de travail ou maladie professionnelle.

Les remboursements des indemnités journalières sont opérés au profit du centre hospitalo-universitaire Mohammed VI- Tanger.

ARTICLE 19 : OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION

En cas d'accidents ou de maladie, Sous peine de déchéance, l'Administration est tenue, dès qu'elle en a eu connaissance et au plus tard dans les cinq jours suivant la date de cette connaissance, d'en informer le titulaire par déclaration écrite, faite valablement à l'adresse de ce dernier.

L'Administration doit adresser au titulaire dans un délai de 48 heures (quarante-huit) à compter de leur réception, toutes les pièces se rapportant aux sinistres déclarés et notamment tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires ; Elle s'interdit toute reconnaissance de responsabilité, toute transaction, toute intervention dans le procès concernant les accidents garantis, sans l'assentiment du titulaire.

Le titulaire a seul droit de traiter, plaider, compromettre à raison des sinistres. En cas d'action judiciaire, il plaide à ses frais devant la juridiction saisie, sous le nom de l'Administration qui lui donne, à cet effet, un mandat général et sans réserve.

ARTICLE 20 : RETRAIT DE L'AGREMENT

En cas de liquidation judiciaire ou de retrait de l'agrément au titulaire, la convention prend fin trente (30) jours à minuit après la déclaration de la liquidation judiciaire ou de retrait d'agrément. La portion de la prime afférente à la période non garantie doit être remboursée à l'Administration.

Signature du maitre d'ouvrage

Pr Aggourj Mohamed
Directeur par intérim
Centre Hospitalier Universitaire
Mohammed VI
Tanger

BORDEREAU DES PRIX

LOT N°	DESIGNATION	BASE DE CALCUL	TAUX APPLIQUE	PRIX TOTA HT
			En chiffre	
Lot unique	Assurance du personnel du centre hospitalo-universitaire Mohammed VI- Tanger contre les risques professionnels et accidents de travail	Masse salariale de 72.269.773,66		
Total H.T				
Taxes				
Total.TTC				

**CONVENTION N° /2023 AYANT POUR OBJET :
Assurance du personnel du centre hospitalo-universitaire Mohammed
VI- Tanger contre les risques professionnels et accidents de travail**

- Montant TTC, en chiffres:.....

- Montant TTC, en lettres:.....

.....

M. Le Secrétaire Général du Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI Tanger Le	Signature et cachet de la Société (Avec la mention "lu et accepté") Le
M. Le Contrôleur d'Etat auprès du Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI Tanger Le.....	Approbation de M. le Directeur du Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI Tanger Le.....